

*Questions orales*

**M. Crosbie:** En plein dans le mille!

**M. Langdon:** Évidemment, les mainmises dont je parlais sont celles qui n'ont pas créé de nouveaux emplois, mais qui ont souvent abouti à des fermetures d'usines et à des pertes d'emplois.

**M. McCurdy:** Nous pourrions vous en donner des exemples à Windsor.

## LA POSITION DU CONGRÈS AMÉRICAIN

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Vu les commentaires à peu près entièrement défavorables qu'ont formulés hier et encore aujourd'hui les sénateurs et les députés américains, comment le gouvernement peut-il penser que même s'il arrive à obtenir un accord avec M. Baker et le gouvernement américain, même dans ces circonstances, le Congrès puisse approuver quoi que ce soit qui en résultera?

**M. Crosbie:** Qui ne tente rien n'a rien!

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Comme d'habitude, monsieur le Président, mon collègue, le ministre des Transports, a mis en plein dedans. Qui ne tente rien n'a rien.

**M. Broadbent:** Il met en plein dedans assez souvent.

**M. Clark (Yellowhead):** Attendez un peu . . .

**Une voix:** Voilà pour une fois, une pensée originale.

**Une voix:** Ce n'est pas faute d'essayer.

**M. Clark (Yellowhead):** Quelqu'un a dit que c'était là une idée originale. Ce n'est pas celle qui, en l'occurrence, a guidé les politiques ni des libéraux ni des néo-démocrates. Devant la tenacité des Américains et la complexité de leur système, les uns et les autres ont déclaré: «C'est vraiment beaucoup trop pour nous qui sommes de pauvres petits». Ce n'est pas là ce que dit le Canada.

**M. Broadbent:** Pauvres petits que vous êtes. Oui, c'est vrai.

**M. Clark (Yellowhead):** Ce que le Canada et le gouvernement disent, c'est que notre pays a été édifié par des gens qui étaient prêts à prendre des mesures audacieuses et à relever de rudes défis.

**M. Broadbent:** Voyez un peu ce que sir John A. en a dit.

**M. Clark (Yellowhead):** Il n'a pas été édifié par des gens soucieux de se désolidariser de l'OTAN, du NORAD, et d'abandonner des négociations commerciales.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark (Yellowhead):** Ce n'est pas ainsi qu'on accomplit quelque chose, monsieur le Président.

**M. Broadbent:** C'était un message enregistré.

## LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

## LE STOCKAGE DU CHARBON—L'INSTRUCTION DONNÉE PAR LE MINISTRE

**M. Russel MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Mercredi, le ministre a déclaré avoir donné instruction à la Société de développement du Cap-Breton de mettre un terme au stockage de charbon dans le secteur du quai Whitney de Sydney. Pourtant, le président de la Société, M. Derek Rance, a déclaré que le stockage continuait et que le fait d'y mettre un terme pourrait vouloir dire la fermeture de certaines mines. M. Rance fait fi des lignes de conduite énoncées par le gouvernement qui l'a nommé à la présidence de la Société.

• (1140)

Le ministre va-t-il permettre à M. Rance de continuer à faire fi de ces lignes de conduite? Ou bien va-t-il nous assurer et assurer à toute la population du Cap Breton que le stockage va cesser tant que n'auront pas été instaurées des mesures de contrôle de la pollution qui soient adéquates et acceptables aux gens de la région?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, comme mon collègue le sait, je suis de très près l'évolution de la Société. J'ai dû prendre un genre de mesure qui répugne sans doute à tout ministre, à savoir de donner instruction au Conseil d'administration de cesser immédiatement le stockage du charbon au quai Whitney. Dans ma lettre, je demandais également au Conseil d'administration de me dire comment il allait se conformer à mes instructions et dans quels délais.

J'ai également fait savoir très clairement qu'il faudrait résoudre tous les problèmes environnementaux soulevés par les autorités fédérales et provinciales avant de reprendre le stockage, si nécessaire.

## ON DEMANDE DE DÉMETTRE LE PRÉSIDENT

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, je remercie le ministre de cette réponse. Hier, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a fait savoir que le Conseil d'administration avait fait parvenir une lettre au ministre. Je vais donc demander au ministre si dans cette lettre le Conseil lui demande de démettre M. Rance de ses fonctions de président de la Société de développement du Cap Breton. Dans l'affirmative, quelle mesure va-t-il prendre en réponse à cette demande?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, j'ai eu un certain nombre d'entretiens et d'échanges de correspondance avec le président du Conseil, M. MacNeil. Je suis d'avis qu'il est préférable que leur teneur demeure confidentielle pour le moment. J'informerai la Chambre dès que possible de toute initiative que nous pourrions prendre au sujet de la Société de développement du Cap Breton.